



PRÉFET DE LA SOMME

Direction départementale des territoires et de la mer

Service habitat construction

Bureau accessibilité

Ad'AP : 080021 16 AP 0005

Durée : 9 ans

**Arrêté portant sur une demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP)
dans les établissements recevant du public (ERP) et les installations ouvertes au public (IOP)**

**Le Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,

VU la loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014,

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 111-7, L. 111-7-5, L. 111-7-6, R. 111-19-32, R. 111-19-36 à R. 111-19-41,

VU le décret 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public,

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2016 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques Banderier, Directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme,

VU la demande d'agenda d'accessibilité programmée présentée, le 31 mars 2016, par Mme Sylvie Seillier, concernant tous les bâtiments du lycée du Sacré Coeur situé 1, rue de l'Oratoire à Amiens,

VU l'avis **favorable** formulé le 1 septembre 2016 par la sous-commission départementale d'accessibilité des personnes handicapées (SCDAPH),

Considérant que la demande d'agenda d'accessibilité programmée déposée par le pétitionnaire satisfait aux exigences relatives à l'accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme.

ARRÊTE

Article 1 :

La demande d'agenda d'accessibilité programmée, telle que présentée, est **ACCORDÉE**.

Article 2 :

Avant de réaliser les travaux, le pétitionnaire devra, si nécessaire, déposer en mairie, soit une demande d'autorisation de travaux, soit une demande de permis de construire (article L. 111-8).

Article 3 :

Lorsqu'un agenda d'accessibilité programmée comportant plus d'une période est approuvé, le propriétaire ou l'exploitant adresse au préfet ayant approuvé cet agenda (article D. 111-19-45 du code de la construction) :

- un point de situation sur la mise en œuvre de l'agenda à l'issue de la première année ;
- un bilan des travaux et autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de la durée de l'agenda.

Dans les deux mois qui suivent l'achèvement des travaux et actions de mise en accessibilité relatif à cet agenda d'accessibilité programmée, une attestation sera adressée au préfet (article D. 111-19-46).

Article 4 :

Le Secrétaire général de la préfecture de la Somme et le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Amiens, le **16 SEP. 2016**
Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur départemental des territoires
et de la mer


Jacques Banderier

Voie de recours :

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.
À cet effet il peut saisir le tribunal administratif d'Amiens d'un recours contentieux.